

Informations parlementaires

SÉNAT Session ordinaire de 2022-2023

TEXTES RÉGLEMENTAIRES

NOR : INPS2236220X

Arrêté de Questure n° 2022-1101 du 13 décembre 2022 relatif aux concessions et autorisations d'occupation du domaine public dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances et dans le Jardin du Luxembourg

Les Questeurs,

Vu l'article 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires ;

Vu l'arrêté n° 2006-273 du Bureau du 19 décembre 2006 portant réglementation applicable aux travaux dans le périmètre du Jardin du Luxembourg ;

Vu l'arrêté n° 2016-203 du Président et des Questeurs du 19 juillet 2016 portant règlement du Jardin du Luxembourg ;

Vu l'arrêté de Questure n° 2006-1611 du 19 décembre 2006 fixant les modalités d'application de l'arrêté n° 2006-273 du Bureau du 19 décembre 2006 portant réglementation applicable aux travaux dans le périmètre du Jardin du Luxembourg ;

Vu l'arrêté de Questure n° 2013-313 du 3 avril 2013 portant réglementation applicable à l'organisation d'expositions dans le Jardin du Luxembourg, l'Orangerie Férou, le Pavillon Davioud et sur les grilles du Jardin ;

Vu le rapport n° DLMG-2022-32-LMG-RQ de la Directrice de la Logistique et des Moyens généraux, en date du 12 décembre 2022 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Questure,

Arrêtent :

TITRE I^{er}

RÈGLES COMMUNES AUX CONCESSIONS ET AUTORISATIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Art. 1^{er}. – Sous réserve des adaptations prévues par le présent arrêté, le Sénat peut conclure des contrats de concession, selon les dispositions du code de la commande publique, et délivrer des autorisations d'occupation du domaine public, selon les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques, pour l'installation ou l'exploitation d'activités de toute nature dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances ou dans le Jardin du Luxembourg.

Art. 2. – Sans préjudice de la compétence du Bureau, le Conseil de Questure autorise l'engagement des procédures en vue de la conclusion de contrats de concession et de la délivrance d'autorisations d'occupation du domaine public. Il en désigne les bénéficiaires. Il délivre les autorisations d'occupation temporaire prévues au titre IV.

L'exercice de ses compétences par le Conseil de Questure n'est subordonné à aucune approbation ni contrôle préalable d'autorités extérieures au Sénat.

Le contrôle du respect des prescriptions imposées au titre de la réglementation sur les monuments historiques, sur les monuments et sites classés, sur la protection des espaces boisés, monuments naturels et sites inscrits est assuré par le Conseil de Questure.

Art. 3. – Le contrat ou l'autorisation mentionné à l'article 2 est personnel et ne peut être cédé, sauf autorisation préalable et expresse du Sénat.

Art. 4. – Le bénéficiaire est soumis au paiement d'une redevance. Celle-ci peut être forfaitaire, variable, assortie d'un montant minimal garanti ou composée d'une part forfaitaire et d'une part variable. Elle tient compte des avantages de toute nature procurés au bénéficiaire. À ce titre, la part variable prend en compte le chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de l'activité.

La part forfaitaire de la redevance est payable d'avance et annuellement ou par acompte. En cas de résiliation de la concession ou de retrait de l'autorisation d'occupation du domaine public pour un motif autre que l'inexécution de ses clauses et conditions, la partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période restant à courir est restituée au bénéficiaire.

Art. 5. – Un état des lieux contradictoire est établi au début et à la fin de la concession ou de l'autorisation.

Art. 6. – Le bénéficiaire assume les charges de fluides résultant de son activité, dans les conditions définies par le contrat ou l'autorisation.

Art. 7. – Lorsque l'activité a lieu dans le Jardin du Luxembourg, le bénéficiaire se conforme aux prescriptions du règlement du Jardin du Luxembourg.

Art. 8. – Le bénéficiaire se conforme aux prescriptions qui lui sont faites par le Sénat, relatives notamment au respect du présent arrêté ainsi que du règlement du Jardin du Luxembourg, et communique toute information utile qui lui est demandée.

Il est tenu de justifier, auprès du Sénat, de la conformité de son activité aux dispositions législatives et réglementaires en matière de sécurité et de locaux recevant du public.

Art. 9. – Les opérations de construction, de démolition ou de travaux réalisées dans le Jardin du Luxembourg par le bénéficiaire sont soumises à la réglementation applicable aux travaux dans le périmètre du Jardin du Luxembourg.

Art. 10. – Le bénéficiaire d'une concession ou d'une autorisation portant sur des ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier doit les entretenir en parfait état de conservation.

Le mobilier utilisé, même si l'autorisation n'implique pas d'emprise immobilière, doit être agréé par le Sénat et tenu en parfait état de conservation.

Art. 11. – Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis du Sénat que des tiers, des accidents de toute nature résultant de son activité.

Il est tenu de justifier auprès du Sénat avoir contracté, dès la mise à disposition des biens et pendant toute leur durée d'occupation, auprès d'une compagnie agréée et ayant un représentant en France, toutes assurances utiles, comportant une clause de renonciation à recours vis-à-vis du Sénat et de son assureur, pour couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, pour les dommages de toute nature causés, par lui-même, par ses biens ou les personnes dont il est responsable, à des tiers ou au Sénat, ainsi que, s'il y a lieu, les risques locatifs, y compris les agencements et embellissements, même immeubles par nature ou destination, ainsi que le recours des tiers.

Art. 12. – Le bénéficiaire se soumet aux demandes de fermeture exceptionnelle formulées par le Sénat, sans pouvoir prétendre à une indemnisation de quelque nature que ce soit.

Art. 13. – À l'issue de la concession ou de l'autorisation, la propriété des ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier édifiés ou renouvelés par le bénéficiaire revient gratuitement au Sénat.

Art. 14. – Sauf autorisation expresse et préalable du Sénat, aucune publicité commerciale ne peut être réalisée dans le cadre des concessions et autorisations délivrées en application du présent arrêté, à l'exception de celle relative à des expositions ou événements organisés dans le Palais du Luxembourg, le Jardin du Luxembourg ou le Musée du Luxembourg.

Art. 15. – À l'expiration d'une concession ou d'une autorisation ou en cas de cessation anticipée de l'activité, un nouveau bénéficiaire est désigné si le Conseil de Questure estime opportun de maintenir ladite activité.

TITRE II

RÈGLES APPLICABLES AUX CONCESSIONS

Art. 16. – Le Sénat peut conclure des contrats de concession portant sur la gestion d'un service ou d'un service public dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances ou le Jardin du Luxembourg, au terme d'une procédure de publicité et de mise en concurrence.

Art. 17. – Le contrat de concession vaut autorisation d'occupation du domaine public qui y est attaché pour sa durée.

Art. 18. – La durée maximale des contrats de concession conclus par le Sénat est de cinq ans. Il peut y être dérogé à la condition de ne pas excéder le temps nécessaire pour assurer l'amortissement des investissements projetés et une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis.

Art. 19. – Le contrat de concession détermine les tarifs à la charge des usagers et précise l'incidence sur ces tarifs des paramètres ou indices qui déterminent leur évolution.

Art. 20. – Par dérogation à l'article L. 3134-1 du code de la commande publique, le concessionnaire qui souhaite confier à des tiers une part des services faisant l'objet du contrat de concession doit obtenir l'autorisation préalable et expresse du Sénat. Il demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat de concession.

Art. 21. – Le concessionnaire remet chaque année au Sénat un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité du service.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport doit en outre permettre au Sénat d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Art. 22. – Le Sénat peut résilier unilatéralement le contrat de concession en cas de force majeure, de faute d'une gravité suffisante du concessionnaire ou pour un motif d'intérêt général.

Il peut également résilier le contrat de concession pour l'une des causes prévues aux articles L. 3136-4 à L. 3136-6 du code de la commande publique.

La résiliation est notifiée au concessionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée ou de la signification de l'acte d'huissier, le concessionnaire doit, à ses frais, remettre les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant le début de la concession, sauf décision contraire du Sénat. À défaut, la remise en état est assurée par le Sénat, aux frais du concessionnaire.

Ce délai peut être modifié d'un commun accord. À l'expiration de ce délai, le matériel laissé sur place est présumé abandonné et le Sénat peut en disposer librement.

Art. 23. – Le concessionnaire et ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique lorsqu'elles donnent lieu à un mandat de paiement.

TITRE III

RÈGLES APPLICABLES AUX AUTORISATIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

CHAPITRE 1

RÈGLES COMMUNES AUX AUTORISATIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Art. 24. – L'autorisation d'occupation du domaine public est consentie par le Conseil de Questure, par voie d'arrêté ou de convention passée entre le Sénat et le bénéficiaire.

Art. 25. – L'autorisation fixe la durée de l'exploitation ou de l'occupation. L'activité faisant l'objet de l'autorisation doit être effectivement assurée par le bénéficiaire, qui peut à cette fin recourir à du personnel dans les conditions du droit commun.

Art. 26. – L'autorisation est précaire et révocable par le Sénat à tout moment. La révocation est notifiée au bénéficiaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée ou de la signification de l'acte d'huissier, le bénéficiaire doit, à ses frais, remettre les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant le début de l'autorisation, sauf décision contraire du Sénat. À défaut, la remise en état est assurée par le Sénat, aux frais du bénéficiaire.

Ce délai peut être modifié d'un commun accord. À l'expiration de ce délai, le matériel laissé sur place est présumé abandonné et le Sénat peut en disposer librement.

CHAPITRE 2

RÈGLES APPLICABLES AUX AUTORISATIONS À CARACTÈRE ÉCONOMIQUE

Art. 27. – Le Sénat peut délivrer des autorisations d'occupation du domaine public pour des activités à caractère économique dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances ou le Jardin du Luxembourg, dans les conditions prévues aux articles L. 2122-1-1 à L. 2122-1-4 du code général de la propriété des personnes publiques.

L'autorisation est délivrée au terme d'une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

Toutefois, lorsque l'autorisation est de courte durée ou que le nombre d'autorisations, pour cette activité, n'est pas limité, il n'est procédé qu'à une publicité préalable à la délivrance du titre, de nature à permettre la manifestation d'un intérêt pertinent et à informer les candidats potentiels sur les conditions générales d'attribution.

Le titre peut être délivré à l'amiable lorsque, notamment, l'urgence le justifie et que la durée de l'autorisation est inférieure à un an ou lorsque l'organisation d'une procédure de sélection préalable s'avère impossible ou non justifiée.

Lorsque la délivrance du titre intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, le Sénat s'assure au préalable, par une publicité suffisante, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt.

Art. 28. – La durée de l'autorisation est fixée de manière à assurer l'amortissement des investissements projetés ainsi qu'une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis.

Art. 29. – Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de présenter chaque année au Sénat les comptes de son exploitation et les tarifs pratiqués.

CHAPITRE 3

RÈGLES APPLICABLES AUX AUTORISATIONS SANS CARACTÈRE ÉCONOMIQUE

Art. 30. – Le Sénat peut délivrer des autorisations d'occupation du domaine public à des personnes morales exerçant une activité sans caractère économique dans le Jardin du Luxembourg.

Art. 31. – Le bénéficiaire communique au Sénat ses statuts ainsi que toute modification ultérieure de ceux-ci.

Art. 32. – Les associations à but non lucratif concourant à la satisfaction d'un intérêt général peuvent être dispensées du paiement de la redevance mentionnée à l'article 4.

TITRE IV

RÈGLES APPLICABLES À CERTAINES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Art. 33. – Le Sénat peut délivrer des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, sur demande, en vue de l'installation de structures provisoires, de l'exposition d'objets ou de la tenue de manifestations dans le Jardin du Luxembourg, pour une durée limitée.

Par dérogation à l'article 4, le Conseil de Questure peut exonérer le bénéficiaire, pour un motif d'intérêt général, du paiement de la redevance. Le second alinéa de l'article 4 n'est pas applicable aux autorisations délivrées en application du présent titre.

Art. 34. – L'autorisation d'occupation vaut, s'il y a lieu, autorisation de travaux, au sens de l'arrêté de Questure n° 2006-1611 du 19 décembre 2006.

Art. 35. – Le demandeur fournit à l'appui de sa demande un dossier détaillé présentant :

- son identité ainsi que celle du responsable qui sera l'interlocuteur du Sénat ;
- l'objet, la nature et la durée de l'opération envisagée ;
- le public et le nombre de visiteurs envisagés ;
- la délimitation de la partie du Jardin dont la mise à disposition est demandée et le plan d'implantation faisant apparaître, le cas échéant, les aménagements envisagés ;
- la liste et la description des objets, matériels, produits, structures qui seront exposés ou installés ;
- les prestataires et le personnel auxquels il sera fait appel ;
- les dispositions qui seront prises en matière d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées. Il communiquera à cet égard tous les documents afférents aux certificats, autorisations ou déclarations prescrits par la réglementation ;
- le cas échéant, le dispositif de gardiennage ;
- la copie des contrats d'assurance afférents à l'opération et des quittances attestant du paiement des primes, en matière de responsabilité civile et, s'il y a lieu, de risques locatifs ;
- le calendrier d'installation et de démontage, ainsi que les dates et horaires d'ouverture et de fermeture au public, ainsi que d'accès des véhicules.

Art. 36. – À l'issue de la période d'occupation autorisée, le bénéficiaire doit, à ses frais, remettre les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant le début de l'autorisation. À défaut, la remise en état est assurée par le Sénat, aux frais du bénéficiaire.

Les objets ou installations pourront être retirés d'office aux frais et risques du bénéficiaire si celui-ci n'y a pas procédé dans les délais fixés par l'autorisation.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 37. – Au dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté de Questure n° 2013-313 du 3 avril 2013 portant réglementation applicable à l'organisation d'expositions dans le Jardin du Luxembourg, l'Orangerie Férou, le Pavillon Davioud et sur les grilles du Jardin, les mots : « n° 2009-484 du 8 avril 2009, modifié, déterminant le cahier des charges applicable aux autorisations diverses accordées dans le Jardin du Luxembourg » sont remplacés par les mots : « n° 2022-1101 du 13 décembre 2022 relatif aux concessions et autorisations d'occupation du domaine public dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances et dans le Jardin du Luxembourg ».

Art. 38. – L'arrêté de Questure n° 2009-484 du 8 avril 2009 déterminant le cahier des charges applicable aux autorisations diverses accordées dans le Jardin du Luxembourg est abrogé.

Art. 39. – Les autorisations d'occupation et d'exploitation délivrées sur le fondement de l'arrêté de Questure n° 2009-484 du 8 avril 2009 précité demeurent régies par ses dispositions.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux contrats de concession en cours.

Art. 40. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*.

Fait en Questure, au Palais du Luxembourg, à Paris, le 13 décembre 2022.

Les Questeurs,
PHILIPPE BAS
JEAN-PIERRE SUEUR
VINCENT CAPO-CANELLAS